

Le CESE a adopté son avis sur "Projet de loi de programmation relatif à la Politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales"

VIE DE L'ASSEMBLÉE

PUBLIÉE LE 26/02/2020

Saisine liée :

PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION RELATIF AU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES

L'avis du CESE sur le "Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales" rapporté par [Marie Trellu-Kane](#) (Groupe des Associations) et [Olivier Mugnier](#) (Groupe de la Coopération) au nom de la [section des Affaires européennes et internationales](#) présidée par [Jean-Marie Cambacères](#)

Saisi par le Gouvernement le 29 janvier 2020, d'un avis sur le **projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales**, en amont de sa présentation en Conseil des Ministres le 4 mars, et en présence de Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et de Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, **le CESE a adopté son avis en séance plénière du 26 février avec 147 voix pour, 0 contre et 4 abstentions.**

Le CESE constate plusieurs avancées : l'intégration d'un volet programmatique réel, avec des objectifs financiers en développement jusque 2022, l'inscription de la politique de développement dans l'agenda 2030, et un effort certain dans les outils consacrés à l'évaluation. Dans le même temps, il met l'accent sur des pistes d'améliorations qui pourraient accroître la portée et la cohérence du projet de loi présenté.

[Téléchargez l'avis](#)

[Téléchargez la fiche communication](#)

Ce présent projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales a vocation à remplacer [la loi du 7 juillet 2014](#) qui prévoyait dans son article 15 une révision obligatoire de ses dispositions, après une période de cinq ans.

Plus d'informations sur la politique de développement de la France [sur le site du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).